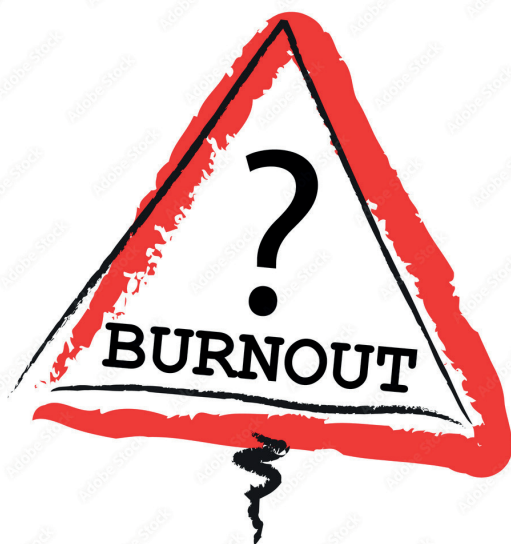


DES AGENTES ET AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES INQUIETS ET DÉSABUSÉS



Depuis quelques années, le ministère de l'économie et des finances s'est doté d'un observatoire interne. Il suffirait pourtant d'écouter un peu les représentant.es des personnels pour savoir que ça va mal, très mal. Mais l'administration accorde peu de crédit aux OS et préfère s'appuyer sur un institut de sondage. Ce dernier a l'avantage de ne s'intéresser ni aux responsabilités de l'administration ni aux solutions portées par les revendications des OS.

Mais même bien présentés, les chiffres ne sont pas bons. Dans la synthèse de l'observatoire concernant la DGFIP, malgré tous les efforts de communication positive, il est impossible de cacher l'ampleur du malaise et de la défiance.

Ainsi, si la DGFIP se console en soulignant que ces chiffres sont en baisse, ce sont encore 39 % des agent.es qui se disent désabusés et 29 % inquiets en 2024. Ces chiffres sont deux fois supérieurs à la moyenne de la fonction publique d'état (FPE) !

À l'inverse, seulement 19 % des agent.es se disent motivés et 10 % confiants.

Au fil des questions, le constat se répète, seulement 30 % sont optimistes sur leur avenir à la DGFIP (contre 66 % dans la FPE), 21 % se sentent acteurs du changement (52 % dans la FPE).

Sur la plupart des thèmes le constat est plus mauvais au sein du ministère que dans le reste de la fonction publique d'état et il est encore pire à la DGFIP.

Pourquoi la DGFIP va-t-elle si mal ?

L'observatoire interne montre le malaise, mais ne va guère au fond des choses.

En 2023, une étude qualitative menée auprès d'un échantillon réduit mais diversifié (métiers, catégories, âges, structures) sondait en profondeur l'état d'esprit des agent.es.

Il en ressortait nombre de constats accablants :

- 👤 Unanimité sur les dégâts causés par les suppressions d'emplois ;
- 👤 Alourdissement constant de la charge de travail, obligation d'en faire toujours plus avec toujours moins de moyens ;
- 👤 Épuisement et frustration face au sentiment de ne plus pouvoir assurer la qualité du service rendu ;
- 👤 Perte de repères suites aux multiples réorganisations ;
- 👤 Sentiment d'instabilité et de désorganisation par l'accumulation de changements tous prioritaires ;
- 👤 Perte de confiance dans l'employeur DGFIP, pilotage déconnecté du terrain et de la technicité des métiers ;
- 👤 Manque de reconnaissance...

Il est à souligner que ces réflexions émanaient autant de cadres et cadres supérieurs (A et A+) que d'agent.es de catégories B et C.

La DGFIP aujourd'hui n'apporte pas de réponse à ce malaise, poursuivant au contraire les réformes délétères.

La CGT Finances Publiques exige l'arrêt des réformes de la DGFIP qui mettent à mal les collectifs de travail et détériore les conditions de travail des agents.



**ET ON VOUDRAIT NOUS FAIRE VIVRE
ÇA JUSQU'À 64 ANS ?!?!?**

**CE PRINTEMPS, METTONS-NOUS
EN MOUVEMENT
POUR DÉFENDRE LA DGFIP,
LE SERVICE PUBLIC ET NOTRE TRAVAIL...
MAIS PAS JUSQU'À
64 ANS !**

